Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

Hors-série | 2007

Identités nationales d'État

État et identité nationale, un rapport ambigu

À propos des naturalisés

State and National Identity: an Ambiguous Relationship. On Naturalized Citizens

François Masure

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2944>

DOI : 10.4000/jda.2944

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 39-50

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

François Masure, « État et identité nationale, un rapport ambigu », *Journal des anthropologues* [En ligne], Hors-série | 2007, mis en ligne le 01 janvier 2008, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2944> ; DOI : 10.4000/jda.2944

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Journal des anthropologues

État et identité nationale, un rapport ambigu

À propos des naturalisés

State and National Identity: an Ambiguous Relationship. On Naturalized Citizens

François Masure

- 1 Le point de départ de cette réflexion sur les liens problématiques entre État et identité nationale s'enracine dans une recherche en cours sur la naturalisation – *i.e.* l'acquisition de la nationalité française. Dans ce travail, je m'intéresse aux carrières morales des naturalisés : je tente de mettre en rapport l'évolution des positions et des statuts occupés – juridiques bien sûr, mais pas seulement : professionnels, familiaux, amicaux... – et l'évolution des perspectives, des motivations, des désirs. Pour aller vite, cette recherche vise à interroger les rapports entre individu et droit : ce que l'individu doit à son statut juridique, et les difficultés à en changer.
- 2 Une dimension frappante de l'enquête sur laquelle s'appuie cette recherche réside dans l'hésitation que manifestent les naturalisés à s'instituer comme Français à part entière. Ils sont certes sensibles à l'honneur que constitue la naturalisation. Mais ils gardent une grande réserve à l'égard de ce que leur nouveau statut juridique peut vraiment changer au fond. Autrement dit, ils ne cessent pas tout à fait d'être étrangers, mais étrangers d'un genre particulier, juridiquement français. Je voudrais montrer que cette hésitation, si elle tient pour une part à leur histoire personnelle – ils ont été les nationaux d'une autre nationalité – tient aussi à une tension entre dimensions juridique et « culturelle » – c'est-à-dire ici, paradoxalement, « naturelle » – de la définition du Français et, par là, de « l'identité nationale ».

Qu'est-ce qu'un Français ?

- 3 Il y a quelques années, Patrick Weil publiait *Qu'est-ce qu'un Français ?* L'ouvrage fit un peu polémique pour la thèse qu'il défendait : est français celui qui l'est en droit. Cette réponse avait le double mérite d'une part, d'éviter l'éternelle discussion sur les attributs de

« l'identité nationale », et d'autre part de rappeler un fait : c'est l'État qui, par l'intermédiaire du droit, détermine qui est français, et seuls ceux à qui cette qualité est reconnue peuvent s'en prévaloir, absolument, sans la moindre restriction. Mais c'est paradoxalement ce rappel, pourtant indiscutable, qui constituait la faiblesse de la thèse de l'ouvrage. En réduisant la question seulement à une question juridique, et sa réponse à une histoire du droit de la nationalité, elle laissait échapper une dimension essentielle du problème : le droit suffit-il à faire un Français ? C'est le sens des attaques dont Weil a de nouveau fait l'objet récemment, dans le cadre des polémiques autour de la création d'un ministère de l'Identité nationale. Et c'est précisément cette question, ramenée régulièrement au cœur de l'espace public, qui pose problème aux naturalisés – et pas seulement à eux. S'ils hésitent à se prévaloir d'une qualité que leur a reconnu l'État, seule instance apparemment légitime pour en décider, c'est aussi parce qu'il existe un espace où cette qualité peut leur être contestée.

État et identité nationale

- 4 L'affirmation du rôle fondateur de l'État dans la constitution des « identités nationales », par le nombre de recherches qui l'étayent, est presque triviale. Pour reprendre la formule d'Étienne Balibar, l'État national, forme dominante de l'État à travers le monde aujourd'hui, doit « produire le peuple » dont il émane. De ce point de vue, il n'y a que des identités nationales « d'État ».
- 5 L'opération de production historique du peuple passe par la soumission de populations a priori hétérogènes à une loi commune : c'est l'enjeu même de la « nationalisation » de la société. Le phénomène est particulièrement évident en France. Si la Révolution proclame la souveraineté du peuple – la nation, conçue comme une communauté politique – et la soumission de tous les Français au droit commun, la déclaration d'intention ne vaut réalité. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, période d'âpres discussions autour des attributs de « la nationalité » française, les clivages territoriaux, linguistiques et sociaux restent importants. Il faudra attendre l'action de la troisième République et son gigantesque travail d'intégration nationale pour que l'intention révolutionnaire se traduise dans les faits. L'intégration nationale s'accompagne d'un travail de manipulation symbolique visant à asseoir l'existence de cette nouvelle unité sociale que constitue la France. L'école joue dans ce domaine un rôle de première importance : elle diffuse la langue française et articule « petites » et « grandes patries ». C'est aussi l'époque de la première codification juridique rigoureuse de la nationalité, en 1889, dont l'effet est de durcir considérablement la distinction entre Français et étrangers et de réorganiser le monde social sur des bases véritablement nationales. Être national, c'est désormais être clairement dans un rapport de protection et d'exigence à l'égard de l'État – un État qui intervient massivement dans la vie économique et sociale –, rapport dont sont exclus les étrangers.
- 6 On peut affirmer sans trop caricaturer les choses que l'action de la troisième République est fondatrice de la France telle que nous la connaissons aujourd'hui. Dorénavant, l'État est présent sur tout le territoire par l'intermédiaire de son appareil administratif, on peut se déplacer d'un bout à l'autre de ce territoire, on y parle la même langue et on y respecte les mêmes règles. Ainsi, s'il y a une identité spécifiquement nationale, elle le doit à ce travail d'unification et d'homogénéisation effectué par l'État.

- 7 La nationalisation de la société est un bouleversement aux conséquences majeures, au moins sous deux angles pour la question qui m'intéresse ici. En premier lieu, elle soumet largement les conditions d'existence individuelles au statut national. Le Français bénéficie de droits spécifiques et exclusifs – en matière de mesures sociales, d'accès à l'emploi – tandis que les étrangers sont tenus de justifier leur présence sur le sol national, pour l'obtention d'un titre de séjour. Autrement dit, dans le cadre d'une société nationale, être un national constitue un privilège. En second lieu, en nationalisant la société l'État structure un espace public proprement national où les questions qui intéressent la société dans son ensemble, et donc tous les nationaux, peuvent être discutées. La défense du privilège d'être français, ou de « l'identité nationale », fait indiscutablement partie de ces questions, l'actualité la plus contemporaine en offre un exemple éclatant. Ainsi, si l'État est producteur de « l'identité nationale », il n'en est pas le seul acteur – cet aspect n'est ici pas sans importance.

Naturels et naturalisés

- 8 La naturalisation est une opération d'ordre juridique par laquelle est reconnue à un étranger la qualité de Français, qui s'accompagne de l'attribution de tous les droits ouverts au national, en premier lieu politiques. Cette opération de « transsubstantiation » comme dirait Sayad, précisément parce qu'elle est d'ordre politique, ne se fait pas sans condition : la procédure juridique est l'occasion d'une évaluation de « l'assimilation à la communauté française » – vérification que le candidat est de « bonnes vie et mœurs », de sa maîtrise de la langue française... Autrement dit, par cette procédure et par l'intermédiaire de ses instances qui en décident – préfetures, sous-direction des naturalisations du ministère de l'Emploi, tribunaux –, l'État délivre un certificat de conformité à ce qu'on est en droit d'attendre d'un Français, donc à « l'identité nationale ».
- 9 Pourtant, malgré leur nouvelle condition, rares sont les naturalisés à se déclarer indiscutablement Français. Ceux avec qui j'ai travaillé se définissent assez spontanément comme des Français « à origines » – Français d'origine algérienne, portugaise, sénégalaise... – par opposition aux « Français de souche » dont ils savent tout aussi spontanément ne pas faire partie. Il s'agit là d'ailleurs d'une définition de soi qui n'est pas dénuée de fondement : ces naturalisés ont été, pendant une partie de leur vie, autre chose que Français, et le sont souvent restés – la plupart sont double-nationaux. L'un des enjeux d'une telle définition de soi est d'assurer, malgré la naturalisation, une forme de continuité, une fidélité personnelle et collective – en premier lieu familiale – à l'égard de ce qu'on a été jusque-là, un étranger. Mais ce n'est pas le seul.
- 10 Si le statut juridique modifie les rapports à l'État – l'acquisition de la nationalité suspend définitivement l'obligation d'avoir à justifier de la présence en France –, il est d'une importance toute relative dans le flot des interactions quotidiennes. Pour le dire comme l'un de mes interlocuteurs, Mamadou, la naturalisation n'est pas « une opération de chirurgie esthétique ». La simple mention de ce prénom suffit, à elle seule, à indiquer une caractéristique essentielle de cette personne, avant même qu'il soit besoin de l'explicitier : Français d'origine sénégalaise, Mamadou est noir. La couleur de sa peau, contre laquelle la naturalisation ne peut rien, est un rappel permanent de sa condition « originelle ».

- 11 On entre ainsi dans l'univers du stigmat, qui touche à différents degrés tous les naturalisés, et dont on sait au moins depuis Goffman qu'il relève d'abord et avant tout d'un problème de visibilité. Virtuellement, tout ce qui peut rappeler l'ancienne condition – étranger – en relève. Cela peut être l'accent avec lequel on parle français, le nom que l'on porte et à travers lui une religion supposée. C'est enfin – surtout – un corps, « lieu géométrique de tous les stigmates » : il est « ce qui parle quand on ne dit rien ». Certes, tous les naturalisés ne sont pas des stigmatisés permanents, ni même concernés au même titre par la stigmatisation. Celle-ci et la manière dont elle est vécue dépendent du point jusqu'auquel les rapports sociaux ordinaires – amicaux, professionnels, administratifs... – renvoient l'image d'un « corps étranger » et son degré d'altérité. Ainsi, des naturalisés originaires d'Allemagne ou d'Israël, pour leur caractère exceptionnel, peuvent s'enorgueillir avec moins de réserve que d'autres de l'honneur que constitue leur naturalisation – accessoirement souligner l'excessive facilité avec laquelle d'autres l'obtiennent –, et voir dans les interrogations sur leurs origines une marque de « curiosité » à leur égard. Tandis que d'autres, les plus nombreux, originaires de l'ex-empire colonial français ou du « tiers-monde », voient leur condition fragilisée par le surinvestissement politique et médiatique dont « l'immigration » fait l'objet, et dont ils partagent tous les stigmates. Nous voilà sans doute au cœur du problème : « l'immigration » permet d'euphémiser et de ne pas nommer une catégorie d'étrangers – ou supposés tels – dont la société française tolère mal la présence, pour leur trop grande distance, dit-on, à ses principes fondamentaux. Par cette nomination particulière, la société française opère une hiérarchie des origines, à laquelle n'échappent pas les naturalisés, en fonction de la distance « culturelle ». Mais en matière d'identité nationale, la culture, c'est la nature.

Une matrice discrète de l'identité nationale

- 12 Le terme même de « naturalisation » – « rendre naturel » – devrait éveiller les soupçons. Il n'existe que dans deux registres lexicaux : le droit et les sciences de la vie – la botanique et la zoologie, et par extension la taxidermie. L'opération juridique reviendrait donc à un changement de substance, et pose implicitement l'existence d'une « nature française ».
- 13 Les débats récents sur « l'ethnisation » ou « la racialisation » de la société française ont déjà largement discuté de la « naturalisation » des rapports sociaux, pour en signaler le plus souvent le caractère récent. C'est vrai dans la mesure où la structure des populations étrangères a considérablement changé depuis la Seconde Guerre mondiale. Les Européens et frontaliers – Belges, Polonais, Italiens... – qui formaient l'essentiel des populations étrangères installées en France ont cédé la place à des populations venant d'univers sociaux plus lointains, aux phénotypes très différents des nationaux. Ce bouleversement démographique offre d'évidence prise à la racialisation. Mais il se pourrait aussi qu'en se focalisant sur la période récente on perde de vue un fait important : que cette racialisation si évidente aujourd'hui est inscrite dans la manière même dont s'est formalisée l'identité nationale. Pour s'en convaincre, un détour historique s'impose, aux sources de la nationalité.
- 14 Il est d'usage d'opposer les conceptions française et allemande de la nation. La première serait d'ordre contractuel et politique, tandis que la seconde serait culturelle ou, pire, raciale. Cette opposition habituelle n'a pourtant rien d'une évidence, comme on va le voir.

- 15 Le paradoxe de la nationalité est étrangement de ne pas figurer dans le vocabulaire révolutionnaire, plus axé sur la citoyenneté, et d'être issu d'une autre matrice conceptuelle. Par un retournement remarquable, cette matrice est à chercher du côté d'une pensée radicalement antirévolutionnaire, le romantisme allemand. Réaction à la philosophie des lumières et à la Révolution française, celui-ci développe une vision organiciste de la nation. Elle est vue comme un point de départ, presque un donné : la nation ne tient pas sa légitimité du contrat social, mais de l'origine et de la culture commune. À l'opposé de l'universalisme révolutionnaire, la nation est ici toujours spécifique. Cette conception insiste sur la différence, qu'il faut préserver. Or l'évènement décisif pour l'histoire du mot « nationalité » a été la traduction en français, en 1825, de *Deutsches Volksthum*, de Friedrich Ludwig Jahn. Le terme *Volksthum* est un néologisme au moment où Jahn écrit. Il veut parler de « la force qui rassemble des individualités, qui les réunit en groupe » : le terme désigne une force spirituelle, une personnalité collective. Et c'est bien avec ce sens que le terme « nationalité » pénètre la langue française. Le paradoxe est donc d'avoir réinscrit dans le vocabulaire de la nation, éminemment révolutionnaire, un lexique qui voulait résolument s'en distinguer.
- 16 Le terme reste d'un usage peu répandu jusqu'en 1830. Les premiers à s'en emparer sont les historiens les plus tournés vers l'Allemagne, Augustin Thierry et Jules Michelet en particulier. Puis le terme s'impose dans le champ littéraire, avec le développement du courant romantique en France, avant enfin de pénétrer le champ politique, à l'occasion des polémiques historiennes autour des origines de la France prises dans les luttes politiques de la Monarchie de juillet. C'est l'époque de la réactivation du schéma historique de « la guerre des deux races » hérité de Boulainvilliers. L'histoire de France se résumerait, en définitive, à la lutte entre deux « races » : d'un côté les Francs, conquérants de la Gaule, dont descendrait l'aristocratie, de l'autre le peuple, descendant des vaincus, les Gaulois. La nationalité permet le dépassement du clivage, et d'affirmer « la fusion des races » en son sein. Le tour social que prennent les luttes politiques avec l'essor des républicains n'épargne pas la nationalité : elle est la qualité du peuple, au sens de « classes populaires ». Les luttes pour l'émancipation du prolétariat entrent en résonance, au niveau international, avec celles pour l'émancipation des « nationalités », « races indigènes » dominées. La défaite de 1870 entraîne le rejet du « principe des nationalités », un terreau à la guerre, et la nationalité, sous la troisième République, devient conservatrice. Et ce sont ceux qui y avaient longtemps résisté qui se font les plus farouches défenseurs de la « nationalité française ». Ainsi Maurice Barrès, dans sa défense de la nation et de la nationalité françaises, articule défense du catholicisme, de la monarchie et des provinces.
- 17 L'important, dans ce trop rapide survol des usages de la nationalité au XIX^e siècle, tient au registre dans lequel elle est employée, indépendamment des inflexions qu'on lui donne. La nationalité désigne toujours une force et une personnalité collectives, un sentiment commun qui agit comme une seconde nature. L'empreinte est perceptible jusque chez Renan, au-delà du « plébiscite de tous les jours » : « une nation est une âme, un principe spirituel ». La nationalité est ainsi, dans sa genèse même, un terme ambigu. Sa matrice intellectuelle en fait une personnalité collective d'abord exprimée dans le registre de la race – racisme de la pureté d'une part, racisme du métissage de l'autre. Le lien n'a jamais été complètement rompu avec cette filiation initiale. C'est ce qui autorise ceux qui se sont le plus opposés à la nationalité au nom de la « race » de s'en faire les défenseurs lorsqu'elle en est l'euphémisme. C'est dans ce contexte ambigu que la nationalité est fixée

par le droit. Du point de vue juridique, elle ne désigne rien d'autre qu'un rapport à l'État. Mais depuis 1889, le droit entérine comme mode dominant de transmission de la nationalité le *jus sanguinis*, par analogie avec la famille. Race, famille : la coupure instaurée par la nationalité est radicale.

Un déni du droit

- 18 Dans cet univers, le corps étranger a forcément du mal à trouver sa place. C'est, me semble-t-il, une raison essentielle au malaise qu'expriment les naturalisés avec qui j'ai travaillé. Mais cette situation n'est pas fondamentalement d'une grande nouveauté. Le XX^e siècle est régulièrement scandé de crises de l'identité nationale, au cours desquelles les menaces incarnées par les étrangers et plus gravement encore par les étrangers « camouflés » – i.e. juridiquement français – sont dénoncées.
- 19 C'était déjà vrai au moment de l'affaire Dreyfus. En 1895, plusieurs députés issus de milieux conservateurs ou nationalistes déposent devant le parlement, sans succès, des propositions de loi visant à exclure les juifs et les naturalisés – parfois leurs descendants jusqu'à la quatrième génération – de toute fonction publique, pour « rendre la France aux Français ». La Première Guerre mondiale voit l'adoption d'une procédure de déchéance de la nationalité française, pour « les naturalisés d'origine ennemie ». La réforme du droit de la nationalité en 1927, qui vise à étendre les dispositifs d'acquisition de la nationalité française dans une perspective populationniste, suscite une opposition violente de la presse de droite. En témoigne l'éditorial particulièrement virulent à la une du Figaro du 24 juin, qui dénonce les « Français de papier timbré », une « loi du camouflage » et « la destruction de notre race ». La méfiance manifestée par le régime de Vichy à l'égard des étrangers et des naturalisés n'a, de ce point de vue, rien d'exceptionnel. Ce qui le singularise, c'est en revanche d'avoir fait de cette méfiance une politique d'État – faisant de Vichy le seul précédent au ministère actuel en matière d'étatisation explicite de l'identité nationale. Et d'avoir fait de la déchéance de la nationalité française un outil essentiel de cette politique : dès juillet 1940, après avoir exclu les naturalisés de la fonction publique, en la réservant aux Français « à titre originaire », une commission chargée de la révision des naturalisations prononcées depuis 1927 est mise en place. Son travail aboutira à la dénaturalisation de plus de 15 000 personnes entre juin 1940 et août 1944, en premier lieu des juifs.
- 20 L'identité nationale connaîtra encore d'autres crises, avec la « découverte » au tournant des années quatre-vingts « d'immigrés de seconde » puis « de troisième génération ». L'expression vise à désigner très improprement les enfants d'immigrés algériens qui, s'ils sont nés en Algérie, sont algériens et seulement « immigrés », et s'ils sont nés en France sont français de naissance. Le lexique des « générations immigrées » marque le tournant de la racialisation explicite des rapports sociaux : le terme « immigré » se défait de ses considérations strictement géographiques – le déplacement – pour devenir héréditaire. Les analyses à chaud, vingt-cinq ans plus tard, des émeutes de l'automne 2005 témoignent de la persistance de cette vision des choses : les émeutes sont « le bûcher de l'intégration à la française » et les émeutiers des barbares d'un nouveau genre, des ennemis de l'intérieur qu'il faut traiter par des moyens quasi militaires – l'état d'urgence.
- 21 La société française est travaillée par l'obsession des origines. Mais cette obsession n'est pas sans risque, et il conviendra de voir quelle place elle occupe au ministère de l'Identité nationale – les premiers signes ne sont pas excessivement rassurants. À force de rappeler

certaines Français à leurs origines étrangères, par un mécanisme qui n'a au fond rien de très surprenant, on pourrait bien finir par en faire de véritables étrangers.

- 22 Réfléchir sur l'identité nationale à partir de la situation des naturalisés conduit à jeter sur elle un regard un peu désabusé, à même d'en dévoiler les ressorts paradoxaux. Cela tient à la position singulière qu'occupent les naturalisés et du point de vue socialement situé qu'ils expriment : plus tout à fait étrangers, mais pas franchement Français. Leurs hésitations en matière d'appartenance nationale et les imperfections dont ils savent être porteurs en regard de la définition ordinaire du Français invite à interroger cette image.
- 23 Force est de constater alors que la matrice du Français est beaucoup plus essentielle – au sens d'essence – que la société française ne le reconnaît habituellement. Mais ce constat n'a rien d'imprévisible : Balibar avait déjà pointé cette nécessité pour l'État national d'asseoir la production du peuple sur une ethnicité fictive – mais pas sans effet – d'ordre racial.
- 24 Ce qu'il convient de retenir ici, c'est que l'identité nationale imposée par l'État lui échappe lorsque la fiction a pris. Elle s'impose jusque dans les corps, et la société nationale dans son ensemble s'en empare. Son affirmation peut alors se passer de l'action de l'État. Un effet inattendu de cette diffusion est d'établir, au-delà de la distinction structurante Français/étranger, un clivage interne à la société nationale au moins aussi puissant entre Français d'origine et Français d'origine étrangère – qui ne devient plus qu'étranger aux heures les plus sombres. Et c'est sans doute à l'aune d'un tel effet qu'il convient aussi d'appréhender le retour de l'identité nationale dans le giron de l'État.
- 25 Vichy, le seul précédent d'étatisation de l'identité nationale, a accentué les clivages entre Français, aux conséquences particulièrement dramatiques. La création d'un ministère de l'Identité nationale suffit donc à inquiéter. On peut craindre les pires effets d'une politisation ouverte de cette identité. La promotion, pour la première fois, de ministres « issus de l'immigration » ne change rien à l'affaire. L'orientation donnée par Nicolas Sarkozy à son discours de Dakar ou l'influence assumée de Maurice Barrès par l'un de ses principaux conseillers ont de quoi inquiéter. Elles témoignent d'une vision de la nation et de ce qui existe au-delà de ses frontières digne du XIX^e siècle.

RÉSUMÉS

Cet article est une contribution à la réflexion sur « l'identité nationale » et ses effets par la marge, à partir de l'exemple des naturalisés. Il vise à souligner un paradoxe : l'identité nationale est un outil puissant de division entre Français, entre les « vrais » et les autres. L'importance de l'État dans la constitution des identités nationales est établie. On voudrait plutôt ici s'intéresser aux effets de cette imposition. « L'ethnicité fictive » que constitue l'identité nationale contribue à naturaliser les appartenances, et produit le peuple comme communauté « naturelle ». S'ouvre ainsi la possibilité pour chacun de s'en emparer, pour s'en prévaloir ou la dénier à autrui. Dans ce contexte, le statut juridique ne suffit pas tout à fait à faire le Français, le XX^e siècle l'a largement montré. De ce point de vue, le retour de l'identité nationale dans le giron de l'activité gouvernementale pose problème : à quoi va-t-elle servir ?

This article contributes to the analysis of « national identity » and its effects from the margins, through the example of naturalized citizens. It aims to emphasise a paradox, namely that national identity is a powerful instrument of division between French citizens, between « real » ones and others. The importance of the state in the construction of national identity is well known. I choose here to focus on the effects of this imposition. National identity constitutes a « fictive ethnicity » that contributes to the naturalisation of forms of belonging, and produces the nation as a « natural » community. The possibility is thus opened up for anyone either to appropriate it for themselves or to deny it to others. In such a context, legal status as such does not suffice in itself to make a French person, as the history of the 20th century has amply demonstrated. From this perspective, the return of national identity to the field of governmental activity is problematic: what is the purpose of this move?

INDEX

Keywords : foreigners, France, legal status, national identity, nationality, naturalization, racialization, State

Mots-clés : État, étrangers, France, identité nationale, nationalité, naturalisation, racialisation, statut juridique

AUTEUR

FRANÇOIS MASURE

ETT – IRIS